Nationalisation et progrès social

Comme on pouvait légitimement s'y attendre, chez une nation qui sort à peine d'une longue période de ténèbres et d'écrasement, on voit se manifester des velléités plus ou moins sérieuses de s'attaquer au problème social, qu'avec une légèreté combien coupable on a laissé sans solution dans la période qui a précédé la guerre, et singulièrement depuis 1936.

Pour qu'on ne nous prenne pas pour des rêveurs, hâtons-nous de dire qu'au *Libertaire*, depuis longtemps, on ne conservait plus guère d'illusions sur la capacité révolutionnaire du vieux socialisme et du syndicalisme officiel. Leur impuissance politique, leur usure, leur décrépitude n'y ont-elles pas été vigoureusement dénoncées, bien des années avant la catastrophe. Le socialisme, au cours du demi-siècle qui va de son unité à la guerre de 1939, n'a su que tourner jusqu'à l'abrutissement dans le cercle médiocre de ses préoccupations électorales. De cette morne et harassante platitude, émergeaient les discussions fastidieuses et vides sur le parlementarisme, le municipalisme, la laïcité, les Droits de l'Homme et autres abstractions dépourvue de vie, sans oublier, au gré des misérables intérêts de politiciens de canton, les querelles relatives à la représentation proportionnelle et à l'arrondissement. Le plus subtil coupeur de cheveux en quatre eût bien de la peine à différencier le socialisme d'un parti réputé « bourgeois » comme le parti radical. Bref, si le socialisme a manifesté un semblant de vie dans les années qui ont précédé son unité, cette unité a bel et bien été son arrêt de mort idéologique. En réalité la mort du socialisme se place en 1872, année où la coterie marxiste tua délibérément la Première Internationale en excluant Bakounine. Mais ceci est une autre histoire.

Plus grave apparaît à nos yeux l'abdication du syndicalisme.

Pour les révolutionnaires fédéralistes que nous sommes, ça a été une grande et belle chose que le syndicalisme révolutionnaire. Toute notre jeunesse de militants a été hantée par les souvenirs de cette période dramatique qui a vu la prétendue « pensée révolutionnaire » faire place à « l'action révolutionnaire , qui a assisté au triomphe de la virile morale de l'action directe sur les thèmes cauteleux et hypocrites de la morale et de la démocratie bourgeoises, qui a connu Pelloutier, Griffuelhes, Yvetot, d'autres encore, Je ne crois pas exagérer en disant que cette obsession n'a jamais cessé de peser et pèse encore, sur nous aujourd'hui, quoique le présent nous impose d'autres devoirs que de remâcher amèrement de mélancoliques souvenirs. Et ce n'est certes pas nous qui, pour expliquer la décadence du syndicalisme, allons nous contenter d'incriminer la trahison et l'embourgeoisement de tel ou tel militant, Dumoulin par exemple : ce serait minimiser outrageusement ce syndicalisme que nous avons vu si grand. Non, c'est la nation entière qui souffrait, et souffre encore, du mal bourgeois. C'est le paysan quittant les champs pour la ville et pressé de troquer la blouse contre le faux-col ; c'est l'ouvrier se contentant, en 36, de revendiquer un second dimanche chaque semaine, un deuxième jour où singer l'oisiveté bourgeoise, quand la Révolution sociale était à faire. Ce sont les sales sophismes du socialisme idéologue, politicien et intellectuel. C'est tout cela qui explique les honteuses défaillances des quatre au cinq dernières années, qui explique que des hommes ne savaient plus depuis longtemps faire la démarcation entre le bien et le mal, le vrai et le faux, l'antifascisme et le fascisme, se vendant Hitler après avoir parfois encensé Roosevelt ou Staline, Hé ! qu'y avait-il donc de répréhensible là dedans, et que pouvait bien signifier le grand mot de palinodie pour des coeurs usés par le scepticisme bourgeois et le bureaucratisme syndical ?

Nous voulons, nous devons être justes Ainsi, nous reconnaissons que, après la ruine, en 1940, de notre vieil État bourgeois et dans les combats de la Résistance, des

hommes jeunes et ardents ont surgi qui, peu férus d'idéologie et de doctrine, paraissent disposés à sacrifier bien plus à l'action qu'aux jeux décevants de l'esprit. Il n'empêche qu'il nous a bien fallu assister au retour indésirable d'une foule de vieux politiciens et faiseurs de systèmes, lesquels, forts de leur rouerie et de leur connaissance des ficelles de la politique, essaient de se rétablir dans leur ancienne situation, n'oubliant pas, comme il fallait s'y attendre, de faire du syndicalisme le champ d'action de leurs douteuses expériences. On recommence, hélas ! à parler de plans, et avant tout de la grande utopie du siècle : la Nationalisation des industries-clés.

Elle paraît avoir vu le jour une dizaine d'années avant la guerre, dans les bureaux de la C.G.T., ces bureaux où, à défaut de la volonté d'agir on tuait le temps en « pensant » et « repensant » le syndicalisme. Ce fut l'âge d'or des guérisseurs sociaux, et marchands d'orviétan ; armés de leurs projets infaillibles, ils se ruèrent sur le mouvement syndical comme essaim de guêpes sur un fruit mûr. Au plus médiocre charlatan, les colonnes du *Peuple* étaient alors largement ouvertes, et MM. Lucien Laurat et Delaisi faisaient la pluie et le beau temps dans nos congrès. Dommage que ces personnages se soient imprudemment compromis dans la collaboration, ils construisaient de si belles et, surtout, de si « rationnelles » machines.

Aussi, comme on a perdu depuis longtemps toute originalité, on revient un siècle en arrière pour reprendre les thèmes archi-usés du socialisme quarante-huitard, et c'est à Fourier, Cabet ou Considérant que l'on confie la régénération de notre économie malade. D'où provient cette impuissance du socialisme ?

La peur, la peur seule explique tout. Peur de la question sociale, que ni les crises économiques, ni les périodes intermittentes de prospérité, ni les guerres ne peuvent ajourner. Peur de la Révolution sociale qui doit abolir le

salariat, plaie hideuse au flanc du monde moderne, peur de toucher à la propriété. Comme cela s'est passé après la Révolution de 89, lorsque Guizot, Thiers et V. Cousin tentèrent l'impossible synthèse entre l'ancien et le nouvel ordre des choses, entre la religion et la, philosophie, entre la propriété et le prolétariat, on veut essayer de résoudre le problème social par des demi-mesures, un nouveau « juste-milieu ». On n'entend à aucun prix mécontenter la classe propriétaire capitaliste, mais il faut bien donner un semblant de satisfaction au prolétariat, éternel sacrifié, éternel revendicateur : les réveils du lion populaire sont toujours redoutables, et on tremble encore au souvenir de la grande frousse de 1936. Capitalistes n'ayant plus le courage de se battre pour leurs prébendes et prolétaires aveulis et incapables de lutter pour leur libération tournent alors leurs yeux apeurés vers l'État, arbitre paternel. Tous lui demandent d'arrêter la marche inexorable de l'histoire : les aiguilles arrêtées, finie la concurrence ruineuse au possédant, débarrassé de tout souci ; le chef d'industrie vivra de ses rentes et, pour un os à ronger, le prolétaire renoncera à la revendication. L'État se chargera de tout et le monde fatigué connaîtra enfin la « tranquillité » .

C'est à quoi se résume la fameuse nationalisation : fixer les classes sociales et les situations dans une médiocrité acceptée par avance, et ainsi, faire l'économie d'une Révolution.

Nous nous élevons contre une telle supercherie. Et plus que jamais nous pesons la question — l'éternelle question !

Y a-t-il libération lorsque des millions d'hommes voient leur existence continuellement à la merci des perturbations de l'économie, tantôt plongés dans l'opprobre du chômage et obligés de quémander pour vivre ?

Y a-i-il libération lorsque le capital continue de porter intérêt et que dix millions de Prolétaires peinent pour

alimenter le luxe de l'oisiveté ?

De toutes parts on veut étouffer le problème de la propriété et du salariat sous les utopies communistes et nationalisatrices. Nous refusons de nous joindre à cette coalition contre-révolutionnaire.

Lorsqu'en 1918, après l'invasion de la Roumanie, les dirigeants de ce pays virent l'armée passive, découragée et sans foi, ils parlèrent de démembrer la grande propriété et de donner la terre aux paysans. Ceux-ci alors dressèrent l'oreille à ces mots qui traduisaient leurs seules aspirations vraies. Ils continuèrent la lutte et, depuis, la Roumanie et la Transylvanie sont et resteront une société de paysans propriétaires et libres. Ni les changements de régime qu'a connus ce pays depuis 1919, ni même la ligue d'Hitler et des grands propriétaires hongrois, ne pouvaient rien contre cette réalité.

Ce ne sont certes pas les bavardages pédantesques sur la nationalisation des industries-clés qui peuvent constituer la réalité révolutionnaire pour des hommes qui cherchent le sens des événements actuels. Seule une révolution profonde dans le régime de la propriété peut les satisfaire.

Si cette révolution ne se faisait pas, des millions d'hommes seraient morts pour rien.